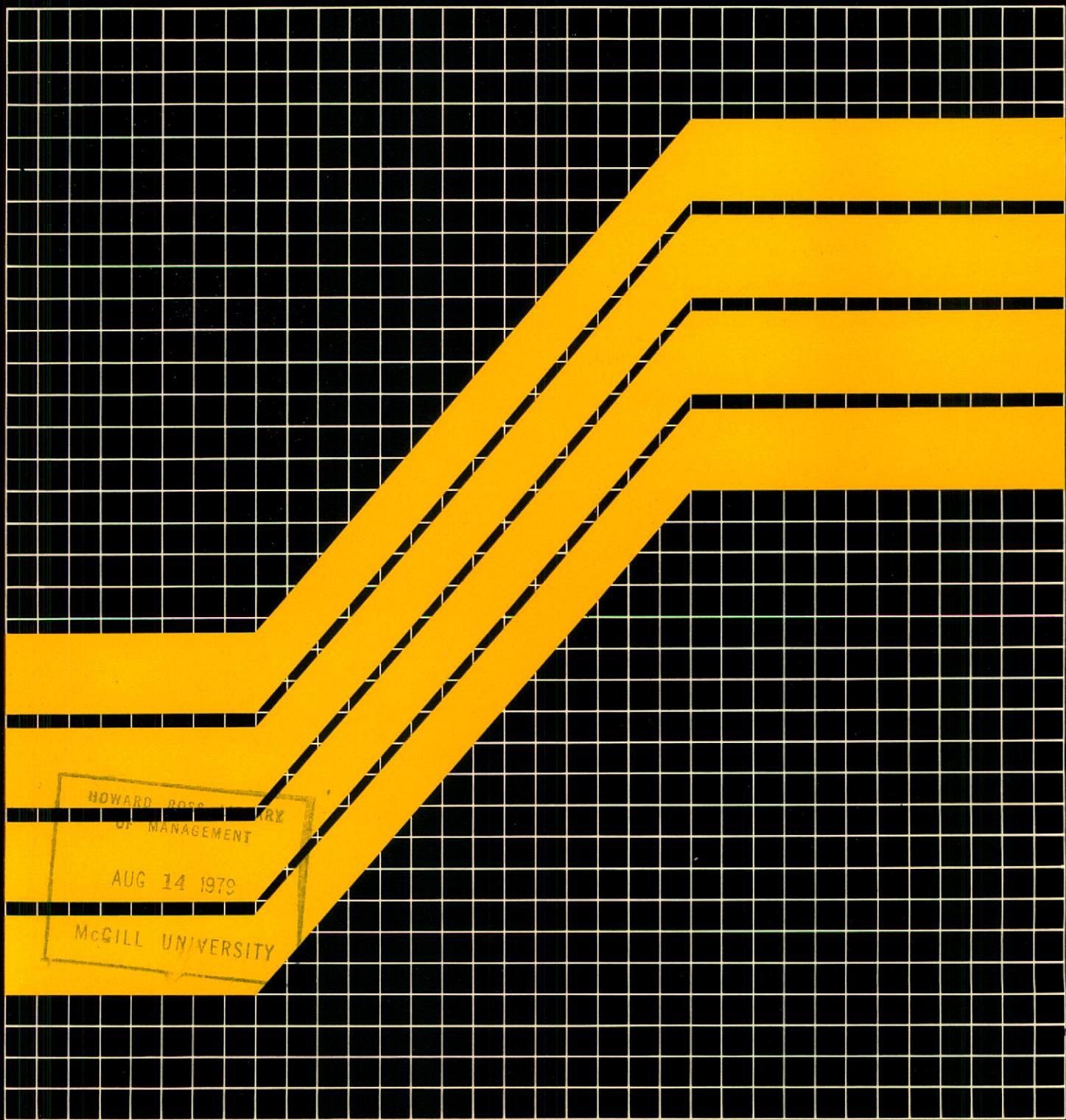


sid

**société d'investissement
desjardins**

RAPPORT ANNUEL 1977



Sommaire

Conseil d'administration.....	2
Message du président.....	3
Commentaires du vice-président exécutif	4
Rapport des vérificateurs	7
Bilan consolidé au 31 décembre 1977	8
État consolidé des bénéfices non répartis.....	10
État consolidé de bénéfice	11
État consolidé de l'évolution de la situation financière	12
Notes aux états financiers consolidés	13

sid

ET SON RAPPORT ANNUEL

1977

**SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT DESJARDINS,
1 COMPLEXE DESJARDINS, 12^e ÉTAGE, CASIER POSTAL 760, MONTRÉAL, QUÉ. H5B 1B8**

Conseil d'administration

MM. Guy Bernier — Président
Président
Union régionale de Montréal

Jean-Marie Ouellet — Vice-président
Président
Union régionale de Québec

Raymond Beaugrand
Vice-président exécutif
Société d'investissement Desjardins

François Richard — Secrétaire-trésorier
Directeur général
Union régionale de Montréal

A.-Hervé Hébert
Président
Fiducie du Québec

G.-Roger Roy
Président
Union régionale de Sherbrooke

Raymond Audet
Directeur général
Union régionale de Gaspé

Oscar Mercure
Président
L'Assurance-Vie Desjardins

Wesley Hogg
Directeur général
Union régionale de Rimouski

Camille Dagenais
Président du conseil et chef de la direction
Groupe SNC

Mme Micheline Hébert
Secrétaire-adjoint

Message du président

Les efforts déployés par la direction de la Société d'investissement Desjardins, depuis sa fondation, dans la recherche d'investissements significatifs dans le domaine industriel québécois se sont concrétisés de façon tangible en 1977.

Laissant au Crédit Industriel Desjardins la vocation de prêteur qui avait assuré la rentabilité de ses premières années d'existence, la SID a fait successivement, en 1977, des investissements majeurs dans Sico Inc., Canam-Manac Inc. et, par voie de conséquence, dans Tréco Inc.

Enfin, l'achat de la majorité des actions de Culinar Inc. détenues dans une proportion de 80% par les membres de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins, était amorcé tard à l'automne et complété en février 1978.

Au nom des membres du Conseil d'administration de la Société, il me fait plaisir de remercier de façon toute particulière nos bailleurs de fonds, les Unions régionales et les Institutions du Mouvement des Caisses populaires Desjardins, qui ont rendu cette dernière transaction possible en acceptant de convertir les débentures de la SID qu'elles détenaient en actions de cette même Société. Sans cet apport supplémentaire de capital, cette transaction n'aurait pu avoir lieu.

Des \$36 millions souscrits dans la SID par le Mouvement des Caisses populaires Desjardins au 31 décembre 1977, deux investissements, Crédit Industriel Desjardins Inc. et Culinar Inc. ont absorbé à eux seuls quelques \$23 millions; nous ne pourrons évidemment pas maintenir ce rythme d'investissement au cours de la prochaine année.

Nous veillerons cependant à collaborer étroitement avec les Conseils d'administration et les gestionnaires des entreprises où nous avons des participations importantes afin qu'elles continuent à se développer et à accroître leur rentabilité.

Il vous plaira sans doute de lire et de savoir à ce sujet que toutes les entreprises, dans lesquelles nous avons à ce jour investi, nous signalent en fin d'année d'excellents résultats d'opération qui

dépassent même nos meilleures prévisions à une exception près, Core Data Products Ltd.

Ce sont là des résultats très encourageants nous semble-t-il, compte tenu du fait que le Québec traverse présentement une période de développement économique assez difficile. Le vice-président exécutif analyse plus en détail ces diverses transactions et résultats obtenus dans ses commentaires qui suivent.

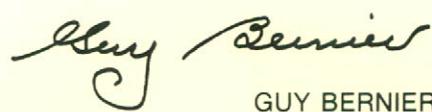
Au cours de 1977, notre filiale, Crédit Industriel Desjardins Inc., qui a connu, elle aussi, des résultats enviables, s'est détachée de la société-mère dans ses activités opérationnelles et a désigné son propre vice-président exécutif, en la personne de Monsieur Gilles Handfield, qui occupait le poste de directeur général au 1er janvier 1977.

En vue de maintenir un lien entre les deux entreprises, trois des dix administrateurs qui siègent au Conseil d'administration de la Société, siègent également au Conseil d'administration de notre filiale.

C'est ainsi que nous avons eu le plaisir d'accueillir à notre Conseil au cours de 1977, MM. Wesley Hogg, directeur général de l'Union régionale de Rimouski, Oscar Mercure, président de L'Assurance-Vie Desjardins, et Camille Dagenais, président du conseil et chef de la direction du Groupe SNC, en remplacement de MM. Henri-Paul Trudel et Lucien Viau administrateurs au Conseil de notre Société qui œuvrent depuis à titre d'administrateur de notre filiale, Crédit Industriel Desjardins Inc.

Il m'est agréable, en terminant, de reconnaître l'excellent travail accompli en 1977 par tous les membres de notre personnel.

Enfin, je remercie mes collègues du Conseil d'administration pour leur collaboration dans l'orientation des destinées de la SID et les conseils judicieux exprimés lors de nos prises de décision.



GUY BERNIER
président

Commentaires du vice-président exécutif

Ceux qui ont suivi l'évolution de la Société depuis ses débuts ne seront pas surpris que l'on affirme que l'année 1977 constitue un nouveau départ dans sa courte histoire, les opérations ayant été pratiquement limitées à ce jour, au financement de l'entreprise par voie de dette.

C'est en effet ce à quoi nous avions consacré le gros de nos efforts depuis le début des opérations afin d'assurer autant la rentabilité de la Société au cours de la délicate période d'organisation et du lancement, que la régionalisation de son action.

D'une part, la nature des opérations de notre filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. nous assure virtuellement d'un rendement toujours croissant sur le capital que nous y avons investi au fur et à mesure que le ratio dette/avoir des actionnaires croîtra, donc d'un minimum de rentabilité.

Par ailleurs, grâce précisément à cette politique d'emprunt sur le marché des obligations que nous avons instauré dès le départ, nous constatons aujourd'hui que nous avons réinvesti dans chacune des régions du Québec, plus d'argent que ces mêmes régions ont investi dans la Société via les Unions régionales. C'est là un résultat dont nous sommes particulièrement fiers.

Ces deux premiers objectifs ayant été atteints et même largement dépassés, nous nous sommes attaqués au cours de l'année écoulée, à la réalisation du premier objet de la Société: celui de participer activement et directement au développement économique industriel et commercial de toutes les régions du Québec par voie de participation dans l'équité d'entreprises œuvrant dans divers secteurs d'activités économiques sélectionnés.

En 1977, le premier investissement de votre Société fut celui de Sico Inc. qui était annoncé en primeur au moment même des assises annuelles du Mouvement Desjardins en mars dernier, à Québec.

Fidèles à notre orientation et compte tenu du fait que nous sommes des partenaires minoritaires dans cette compagnie, il ne nous appartient évidemment pas de dévoiler ses résultats financiers. Rien ne nous empêche, cependant, de vous dire qu'ils sont excellents et qu'ils dépassent nos projections les plus optimistes malgré le climat économique dans lequel nous avons évolué depuis et en particulier celui de la construction. Sico a

maintenu et même amélioré sensiblement certaines de ses positions au cours de cette année particulièrement difficile et a ainsi pu réaliser un rendement accru sur le capital investi et accroître sa part des marchés.

Sico, dans son domaine particulier, demeure le leader québécois et aspire au même titre au niveau canadien. Nous sommes fiers de notre association et félicitons toute l'équipe de Sico pour les excellents résultats obtenus.

Le deuxième investissement réalisé en 1977, celui de Canam-Manac Inc., est également de nature à réjouir tous et chacun. Malgré une conjoncture économique, comme on le sait, extrêmement difficile et tout particulièrement dans le domaine de la construction, Canam-Manac Inc. et ses filiales ont augmenté leurs ventes de \$23 750 000 par rapport à l'an dernier, alors que le rendement sur le capital investi est passé de 11,6% à 18,1%. Les Aciers Canam Inc. sont bien établis comme le plus important fabricant de poutrelles d'acier au Canada et à ce titre, est un des clients canadiens les plus importants de Sidbec avec un volume d'achat de près de 35 000 tonnes en 1977.

On ne saurait non plus passer sous silence la performance quasi phénoménale de Tréco Inc. qui est devenu une filiale de Canam-Manac Inc. en août dernier grâce, entre autre, à notre intérêt dans celle-ci.

Ses ventes sont passées de \$20 à \$30 millions; le bénéfice par action de \$0.28 à \$1.20 alors que la valeur aux livres des actions est passée de \$4.94 à \$6.00.

Grâce à un programme d'acquisition et de modernisation mis au point au cours de l'année écoulée et maintenant partiellement réalisé, nous pouvons anticiper que les résultats de 1978 de Canam-Manac Inc. dépasseront ceux de 1977.

Qu'il nous soit donc permis de saluer ici et chaleureusement, le dynamisme et la grande compétence de nos associés de Canam-Manac Inc. et de ses filiales.

La transaction la plus importante en valeur de la Société qui dépasse même celle de Crédit Industriel Desjardins, était amorcée début novembre après une longue période de préparation: l'achat de la majorité des actions de Culinar Inc. au prix unitaire de \$5.50, soit pour une considération totale de \$12 819 015.

Cette transaction dans laquelle sont intervenues pas moins de 18 entreprises, dont la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, SOQUIA, s'est déroulée sur une période de près de quatre mois pour se terminer le 24 février 1978.

Par cet achat, la SID s'est assurée d'une place de choix dans le domaine de l'alimentation à partir de laquelle il sera possible à très courte échéance, de rayonner encore davantage autant au niveau des marchés que des produits.

Par ailleurs, sur le plan strictement financier, cette transaction aura permis à la Société d'augmenter son capital souscrit et payé de \$20 214 600 à \$33 018 400 tout en réduisant sa dette à long terme de \$11 004 900 par suite de la conversion de débentures. Évidemment, ce n'est que l'an prochain que ces changements apparaîtront aux états financiers, la transaction ayant été complétée en 1978 tel qu'en fait foi la note 9 a) des états financiers consolidés de la Société.

La répartition des actions et des débentures de la Société entre les membres de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins, est donc comme suit après la clôture de la transaction Culinar Inc.:

UNIONS RÉGIONALES	Actions «B»	Débentures	Total
Chicoutimi	\$ 953 300	\$ 169 700	\$ 1 123 000
Gaspé	490 200	86 800	577 000
Joliette	1 155 400	201 600	1 357 000
Montréal	12 745 400	1 920 700	14 666 100
Ouest-Québécois	319 300	65 700	385 000
Québec	8 186 600	1 535 400	9 722 000
Rimouski	929 000	248 000	1 177 000
St-Hyacinthe	743 300	—	743 300
Sherbrooke	1 449 200	136 800	1 586 000
Trois-Rivières	3 662 500	635 500	4 298 000
	<u>\$30 634 200</u>	<u>\$ 5 000 200</u>	<u>\$35 634 400</u>

INSTITUTIONS

L'Assurance-Vie Desjardins	\$ 1 520 600	\$ —	\$ 1 520 600
Fiducie du Québec	1 000	—	1 000
La Sauvegarde	2 000	—	2 000
La Sécurité	104 700	82 100	186 800
La Société d'Assurance des Caisses populaires	<u>708 800</u>	<u>—</u>	<u>708 800</u>
	<u>\$ 2 337 100</u>	<u>\$ 82 100</u>	<u>\$ 2 419 200</u>
TOTAL	<u>\$32 971 300</u>	<u>\$ 5 082 300</u>	<u>\$38 053 600</u>

* auquel s'ajoute \$47 100, valeur nominale des actions «A» souscrites et payées par la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins.

Il n'y a pas malheureusement que des bonnes nouvelles à rapporter. Nous devons, en effet, accepter cette année les séquelles de l'échec de Magnétisme Digital Ltée et de Core Data Products Ltd. Malgré tous les efforts déployés, nous n'avons pu résoudre les problèmes de qualité qui sont devenus évidents en janvier 1977 même après avoir pris avis auprès de personnes et institutions réputées qui nous ont certes suggéré des solutions, mais qui auraient entraîné des mises de fonds supplémentaires fort substantielles et non garanties.

Dans de telles circonstances, il nous est apparu préférable de nous retirer de ce champs d'activité et de disposer des actifs de la Compagnie, ce qui sera fait au cours de la présente année.

Les pertes totales encourues dans ce projet depuis le début, s'élèvent à \$2 064 000. De ce montant, \$706 000 ont été amortis l'an dernier et le solde cette année, soit \$1 030 000 à titre de provision pour pertes éventuelles sur prêts et \$327 000 à titre de provision pour pertes sur participations permanentes.

De \$55 628 152 qu'il était l'an dernier, l'actif consolidé de la Société s'établit maintenant à \$70 096 989 soit une augmentation de 26%. Cette augmentation est due uniquement à l'accroissement des prêts à long terme consentis au cours de la période.

L'on notera par contre, que nos participations permanentes sont passées de \$327 800 à \$7 271 500 par suite surtout de notre intérêt dans Sico Inc. et Canam-Manac Inc. Ces investissements ont été réalisés à partir de nos actifs à court terme qui montrent une baisse accentuée par rapport à l'an dernier pour cette raison.

L'accroissement du passif à court terme de \$1 946 210 à \$5 999 772 s'explique du fait d'une part, de l'accroissement considérable des intérêts sur les dettes à long terme et à court terme, dettes qui sont elles-mêmes déterminées par le volume de prêts réalisé au cours de la période et d'autre part, d'un emprunt bancaire de \$4 784 700 qui a été remboursé à même le produit de la vente d'une débenture émise par notre filiale, Crédit Industriel Desjardins Inc., et qui fait le sujet de la note 9 b).

La provision pour pertes sur participations permanentes de \$380 000 reflète surtout la perte éven-

tuelle que nous devrons encourir dans la liquidation par notre filiale de Magnétisme Digital Ltée. Les pertes totales subies par la Société se traduisent par un avantage fiscal éventuel de \$126 915 qui apparaît à l'actif.

L'augmentation de la dette à long terme de la Société de \$31 087 200 à \$41 087 200 reflète les activités de notre filiale, Crédit Industriel Desjardins Inc. Cependant, cette dette de \$41 087 200 a été réduite effectivement de \$11 004 900 en date du 24 février 1978, par suite de la conversion d'un égal montant de débentures de la Société lors de l'achat des actions de Culinar Inc.

Les revenus et dépenses apparaissant à l'état consolidé de bénéfice, reflètent le volume accru du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année écoulée.

Les revenus bruts d'exploitation sont constitués en grande partie de revenus d'intérêts sur les prêts à long terme consentis et déboursés auxquels s'ajoutent des honoraires de négociation, de consultation et de réserve, ainsi que des dividendes qui nous ont été versés par les compagnies dans lesquelles nous participons minoritairement au capital-actions.

Cette dernière catégorie de revenus est cependant relativement peu élevée en regard du total. Ceci vient du fait que nos investissements sont récents et ont été faits dans des entreprises en voie d'expansion donc qui ont tout avantage à réinvestir les profits réalisés, du moins pour les quelques prochaines années à venir.

Les revenus bruts d'exploitation se sont accrus de 68,6% au cours de l'année, alors que le total des frais financiers et des frais généraux et d'administration ont augmenté de 88,7%. Le bénéfice avant impôts sur le revenu, poste extraordinaire et intérêts minoritaires est conséquemment réduit de 17,6%, de \$820 543 à \$676 344. Ce bénéfice qui était de 19,8% du revenu brut l'an dernier, n'est plus cette année que de 9,7%.

Pour être valable, cette comparaison des résultats de 1976 avec 1977 doit cependant tenir compte d'une situation tout à fait exceptionnelle qui a prévalu tout au long de 1976.

À cette époque, la Société recevait de ses actionnaires, la dernière tranche de la souscription de \$36 000 000 qui avait débuté en janvier 1974. Attendu que nous n'avions pas encore effectué

d'emprunt sur le marché public, les frais d'intérêts étaient très réduits, le coût moyen de la souscription à la Société n'étant que de 4%.

Un premier emprunt de \$15 millions effectué à la toute fin de 1976 plus un deuxième de \$10 millions en juillet 1977 aux taux du marché, ont vite fait d'accroître les frais financiers de 32% des revenus bruts d'exploitation qu'ils étaient en 1976 à 53% en 1977, une augmentation de près de 180% en valeur absolue.

Ces frais vont continuer de croître d'année en année en fonction des emprunts qu'effectuera notre filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. Le total de ces frais par rapport aux revenus bruts devrait à plus ou moins courte échéance, se stabiliser avant d'afficher une tendance à la baisse qui s'accentuera avec la croissance des revenus autres que les revenus d'intérêts, notamment les revenus de dividendes que nous recevrons.

Pour ce qui est des frais généraux et d'administration, ils sont passés de 49,2% des revenus bruts en 1976 à 37,9% en 1977. C'est une augmentation du coût réel de cette catégorie de dépenses de 30% ce qui, en regard d'une augmentation des revenus bruts de 68,6%, est un excellent résultat.

Il est probable que l'importance de ces frais toujours en rapport avec les revenus bruts, continuera de décroître avec l'augmentation anticipée du volume des affaires, la fin des grandes études de dossiers d'investissement sans honoraires et la stabilisation de certains frais tels le loyer, les frais de bureau et l'amortissement des immobilisations qui ne devraient maintenant varier qu'en fonction de l'inflation ou d'une diversification des services offerts qui nécessiteraient un nouvel accroissement de personnel.

Enfin, nos commentaires ne sauraient être complets sans souligner l'excellent travail d'équipe et esprit de corps qui a prévalu tout au long de nos travaux avec le personnel de la Société. À tous et chacun, mes plus sincères remerciements et meilleurs vœux de succès.



Raymond Beaugrand
Vice-président exécutif

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Société d'investissement Desjardins

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Société d'investissement Desjardins au 31 décembre 1977 ainsi que les états consolidés des bénéfices non répartis, de bénéfice et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Société, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1977 et les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Maheu, Noiseux & Associés

Comptables agréés

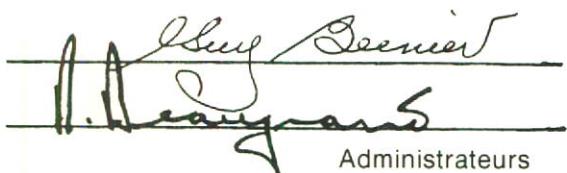
Le 24 février 1978

Bilan consolidé au 31 décembre 1977

ACTIF

	<u>1977</u>	<u>1976</u> (redressé, note 1 a)
Court terme		
Billets et dépôts à terme	\$10,580,622	\$21,845,780
Intérêts courus, à recevoir et autres actifs	686,179	471,812
Prêts à une filiale	—	45,783
Montant encaissable au cours du prochain exercice sur les prêts à long terme	<u>4,410,917</u>	<u>2,642,940</u>
	<u>15,677,718</u>	<u>25,006,315</u>
Prêts à long terme et autres actifs	<u>46,106,079</u>	<u>29,577,324</u>
Participations permanentes (note 3)	<u>7,271,500</u>	<u>327,800</u>
Immobilisations (note 4)	<u>240,223</u>	<u>225,961</u>
Autres postes		
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti	674,554	490,752
Avantage fiscal déductible des futurs impôts sur le revenu	126,915	—
	<u>801,469</u>	<u>490,752</u>
	<u>\$70,096,989</u>	<u>\$55,628,152</u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Louis Desnoyer
J. Léonard

Administrateurs

PASSIF

	1977	1976
		(redressé, note 1 a)
Court terme		
Découvert de banque	\$ 53,066	\$ 178,614
Emprunt bancaire	4,784,700	950,000
Comptes à payer et frais courus	198,731	411,038
Intérêts courus à payer	963,275	406,558
	<u>5,999,772</u>	<u>1,946,210</u>
 Provision pour pertes sur participations permanentes (note 3)	 <u>380,000</u>	 <u>—</u>
 Dette à long terme (notes 5 et 9)	 <u>41,087,200</u>	 <u>31,087,200</u>
 Crédits reportés		
Impôts sur le revenu reportés	471,000	306,000
Excédent non amorti de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	41,666	83,334
	<u>512,666</u>	<u>389,334</u>
 Intérêts minoritaires	 <u>1,181,168</u>	 <u>1,128,999</u>

AVOIR DES ACTIONNAIRES

Capital-actions (notes 6 et 9 a)	20,214,600	20,214,600
Surplus d'apport	19,770	19,770
Bénéfices non répartis	701,813	842,039
	<u>20,936,183</u>	<u>21,076,409</u>
	 <u>\$70,096,989</u>	 <u>\$55,628,152</u>

État consolidé des bénéfices non répartis
Exercice annuel terminé le 31 décembre 1977

	<u>1977</u>	<u>1976</u> (redressé, note 1 a)
Bénéfices non répartis au début		
Solde déjà établi	<u>\$567,139</u>	<u>\$389,773</u>
Redressements		
Impôts sur le revenu des exercices antérieurs	36,722	406
Quote-part de la perte de Core Data Products Ltd. de l'exercice 1976 redressée pour fins d'états financiers comparatifs	<u>238,178</u> <u>274,900</u>	<u>—</u> <u>406</u>
Solde redressé	842,039	390,179
Bénéfice net (perte) de l'exercice	(140,226)	451,860
Bénéfices non répartis à la fin	<u>\$701,813</u>	<u>\$842,039</u>

État consolidé de bénéfice

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1977

	<u>1977</u>	<u>1976</u> (redressé, note 1 a)
Revenus bruts d'exploitation	<u>\$6,985,584</u>	<u>\$4,143,560</u>
Dépenses		
Frais financiers		
Intérêts sur emprunts à long terme	3,561,586	1,310,530
Intérêts sur emprunts à court terme	142,121	17,658
	<u>3,703,707</u>	<u>1,328,188</u>
Frais généraux et d'administration		
Virement à la provision pour pertes éventuelles	1,284,471	1,139,246
Salaires et avantages sociaux	721,653	512,176
Loyer et frais locatifs	123,937	68,643
Frais de bureau	142,451	89,203
Vérification, actes et consultations juridiques	72,952	19,031
Amortissement des immobilisations	44,794	29,957
Autres frais	256,943	178,239
	<u>2,647,201</u>	<u>2,036,495</u>
Autre revenu		
Amortissement de l'excédent de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	<u>41,668</u>	<u>41,666</u>
Bénéfice avant impôts sur le revenu, poste extraordinaire et intérêts minoritaires	<u>676,344</u>	<u>820,543</u>
Impôts sur le revenu (note 7)	<u>379,401</u>	<u>334,684</u>
Bénéfice avant poste extraordinaire et intérêts minoritaires	<u>296,943</u>	<u>485,859</u>
Provision pour pertes sur participations permanentes	<u>380,000</u>	<u>—</u>
Bénéfice (perte) avant intérêts minoritaires	<u>(83,057)</u>	<u>485,859</u>
Intérêts minoritaires	<u>57,169</u>	<u>33,999</u>
Bénéfice net (perte) de l'exercice	<u><u>\$ (140,226)</u></u>	<u><u>\$ 451,860</u></u>

État consolidé de l'évolution de la situation financière

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1977

	<u>1977</u>	<u>1976</u> (redressé, note 1 a)
Provenance des fonds		
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice net (perte) de l'exercice	\$ (140,226)	\$ 451,860
Postes n'exigeant aucun mouvement de fonds	824,047	758,696
	<u>683,821</u>	<u>1,210,556</u>
Autres postes affectant le fonds de roulement		
Augmentation de dette à long terme	10,000,000	20,362,400
Émission d'actions ordinaires, classe B	—	6,714,800
Émission de capital-actions à des intérêts minoritaires	—	1,100,000
Excédent de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	—	125,000
Frais reportés	—	30,058
Poste n'affectant pas le fonds de roulement		
Conversion d'avance à une compagnie en actions privilégiées	52,200	—
	<u>10,736,021</u>	<u>29,542,814</u>
Utilisation des fonds		
Postes affectant le fonds de roulement		
Achats de participations permanentes	6,891,500	140,000
Déboursés nets sur les prêts et autres actifs	16,829,460	13,657,259
Achats d'immobilisations	59,056	220,727
Frais d'émission de la dette à long terme	280,964	492,887
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	5,000	5,000
Poste n'affectant pas le fonds de roulement		
Augmentation de participations permanentes suite à la conversion d'avance à une compagnie en actions privilégiées	52,200	—
	<u>24,118,180</u>	<u>14,515,873</u>
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	<u>(\$13,382,159)</u>	<u>\$15,026,941</u>

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 1977

1- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Principes suivis en vue de la consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Société d'investissement Desjardins et de sa filiale Crédit Industriel Desjardins Inc.

Les comptes de Core Data Products Ltd. sont exclus de la consolidation en raison de la liquidation éventuelle de cette dernière. Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés pour les rendre comparatifs à ceux de l'exercice courant.

L'excédent de la valeur comptable de Crédit Industriel Desjardins Inc. sur le coût d'acquisition des actions est amorti sur une période de 3 ans.

b) Détermination des revenus bruts d'exploitation

Les revenus bruts d'exploitation sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location sur le coût des éléments d'actifs loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location.

c) Amortissement des immobilisations

La Société a adopté la politique d'amortir le mobilier selon la méthode de l'amortissement sur le solde dégressif au taux de 20%, selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue pour l'équipement et sur la durée des baux pour les améliorations locatives.

d) Provision pour pertes éventuelles

Les prêts consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, sont radiées dans la période. C'est aussi la politique de la Société d'établir une provision pour pertes éventuelles sur les prêts et les contrats de location en cours.

e) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à l'émission de la dette à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission.

f) Impôts sur le revenu reportés

Les impôts sur le revenu reportés représentent les impôts correspondant aux écarts relatifs à l'amortissement des frais d'émission de la dette à long terme et aux revenus de location.

**Société d'investissement Desjardins
et ses filiales**

2- CONSTITUTION

La Société a été constituée en vertu de la «Loi concernant la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins» et, sous réserve des dispositions de cette loi, est régie par les dispositions de la deuxième partie de la loi des compagnies, Québec.

3- PARTICIPATIONS PERMANENTES

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
a) Placement dans une filiale		
Core Data Products Ltd.		
3,500 actions, classe «B», au coût	\$ 187,800	\$187,800
<u>5,600 actions</u> , classe «A», au coût	140,000	140,000
9,100 actions représentant 91% des actions émises ayant droit de vote		
	<u>327,800</u>	<u>327,800</u>
La Société a comptabilisé une provision pour perte de \$327,800 sur ce placement		
b) Placements de portefeuille		
Canam-Manac Inc.		
580,000 actions ordinaires, représentant 30.7% des actions émises, au coût	4,147,000	—
Valeur comptable 1977 — \$3,528,215		
Sico Inc.		
499,000 actions, classe «A» représentant 49.9% des actions émises, au coût	2,744,500	—
Valeur comptable 1977 — \$1,657,670		
Autre compagnie		
522 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune	52,200	—
La Société a comptabilisé une provision pour perte de \$52,200 sur ce placement		
	<u>6,943,700</u>	<u>—</u>
	<u>\$7,271,500</u>	<u>\$327,800</u>

4- IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortis- sement accumulé	Valeur nette	
			1977	1976
Mobilier et équipement	\$151,063	\$62,827	\$ 88,236	\$ 95,602
Améliorations locatives	177,435	25,448	151,987	130,359
	<u>\$328,498</u>	<u>\$88,275</u>	<u>\$240,223</u>	<u>\$225,961</u>

5- DETTE À LONG TERME

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
Débentures		
Série A, 9% payable le 1er avril et le 1er octobre, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989	\$16,087,200	\$16,087,200
Billets garantis		
Série A, 10 1/4%, échéant le 15 décembre 1981	9,250,000	9,250,000
Série B, 10 1/2%, échéant le 15 décembre 1986	5,750,000	5,750,000
Série C, 9 1/2%, échéant le 15 juillet 1982	5,000,000	—
Série D, 10%, échéant le 15 juillet 1987	5,000,000	—
	<u>\$41,087,200</u>	<u>\$31,087,200</u>

Les exigences maxima des fonds de remboursement et le montant maximum requis pour rencontrer l'échéance des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	<u>Exigences maxima des fonds de remboursement</u>	<u>Échéance</u>	<u>Total</u>
1978	\$1,000,000	\$ —	\$1,000,000
1979	500,000	—	500,000
1980	500,000	—	500,000
1981	315,000	8,510,000	8,825,000
1982	215,000	4,500,000	4,715,000

6- CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

400,000 actions privilégiées, dividende 7% non cumulatif, rachetables, sans droit de vote, valeur nominale de \$100 chacune

10,000 actions ordinaires, classe «A», ne pouvant être souscrites que par la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins, valeur nominale de \$100 chacune

590,000 actions ordinaires, classe «B», sans droit de vote, valeur nominale de \$100 chacune

Émis et payé

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
471 actions ordinaires, classe «A»	\$ 47,100	\$ 47,100
201,675 actions ordinaires, classe «B»	<u>20,167,500</u>	<u>20,167,500</u>
	<u>\$20,214,600</u>	<u>\$20,214,600</u>

7- IMPÔTS SUR LE REVENU

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
Impôts sur le revenu exigibles	\$341,316	\$ 28,684
Impôts sur le revenu reportés	165,000	306,000
Avantage fiscal déductible des futurs impôts sur le revenu	<u>(126,915)</u>	<u>—</u>
	<u>\$379,401</u>	<u>\$334,684</u>

Société d'investissement Desjardins et ses filiales

8- ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à acheter et Sico Inc. s'est engagée à offrir des débentures non garanties pour un montant de \$1,100,000, portant intérêt au taux de 10% et convertibles en actions non votantes; cette transaction devra se réaliser d'ici le 1er juin 1978.

Conformément aux termes de l'offre d'achat d'actions de Canam-Manac Inc. par la Société, le prix offert et payé pour les actions acquises pourra être majoré si des résultats supérieurs aux profits anticipés au moment de la transaction se réalisent pour les années 1977, 1978 et 1979. La Société ne prévoit aucun coût additionnel pour l'exercice terminé le 31 décembre 1977.

La Société, par l'entremise d'une filiale, avait consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de \$10,265,795 dont \$200,000 était sujet à acceptation par les requérants.

9- ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

- a) En date du 24 février 1978, la Société avait acquis 2,330,730 actions ordinaires de Culinar Inc., soit 50.9% des actions en circulation au prix de \$5.50 l'action.

Simultanément à cette acquisition, \$11,004,900 de débentures, série «A» de la Société ont été converties en 110,049 actions classe «B» et 17,989 actions additionnelles de la même classe ont été émises et payées à leur valeur nominale.

- b) Aux termes d'un contrat daté du 18 janvier 1978, la Société, par l'entremise d'une filiale, a convenu de vendre à Lévesque, Beaubien Inc. et Nesbitt Thomson Valeurs Limitée \$10,000,000, valeur nominale, de débentures 10%, série «A», échéant le 15 février 1984, à un prix équivalant à 97.75% de leur valeur nominale, plus l'intérêt couru à la date de livraison. Les frais de cette émission sont estimés à \$60,000.

10- CHIFFRES COMPARATIFS

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

desjardins



**mouvement
des caisses populaires
desjardins**